

## Demande d'ouverture de sauvegarde

(R. 621-1 du code de commerce)

### Identification de la personne déposant la demande

Nom de naissance :

Nom d'usage :

Prénoms :

Né(e) le

à

Nationalité :

Situation matrimoniale (*en cas de mariage, préciser le régime*) :

Domicile :

Nom de naissance et prénoms du père :

Nom de naissance et prénoms de la mère :

Qualité<sup>1</sup> :  Dirigeant d'une société

Entrepreneur individuel (personne physique)

Assisté(e) ou représenté(e)<sup>2</sup> par :

### Identification de l'entreprise en difficulté N° SIREN :

Forme juridique (*si société*) :

Dénomination (*si société ou EURL*) :

Enseigne :

Immatriculation au :  RCS et/ou  Répertoire des métiers ou  Non inscrit

Régime particulier :  EURL  Auto-entrepreneur  Néant

Siège social (*si société*) :

Établissement principal :

Activité :

Code APE/NAF :

Date de début d'activité :

Date de cessation d'activité (*le cas échéant*) :

Capital social (*si société*) :

Libération totale  Libération partielle

Coordonnées	Informations importantes
Téléphone :	<b>Nombre de salariés (à ce jour) :</b>
Portable :	<b>Nombre de salariés (dans les 6 derniers mois) :</b>
Fax :	<b>Chiffre d'affaires du dernier exercice :</b>
Email :	Date de clôture du dernier exercice :

<sup>1</sup> Pour une EURL, cocher « dirigeant d'une société ». Pour une EURL, cocher « entrepreneur individuel (personne physique) ».

<sup>2</sup> La demande d'ouverture, lorsqu'elle n'émane pas du débiteur lui-même, ne peut être reçue qu'en vertu d'un pouvoir spécial qui n'est pas inclus dans la mission de représentation et d'assistance des avocats (*Com., 19/07/1988, n°86-15389*).

	Date de clôture	Chiffre d'affaires HT	Résultat net
Année N-1			
Année N-2			
Année N-3			

Lieux d'exploitation en dehors de l'établissement principal			
n°	SIRET	Adresse	Greffe dans lequel l'établissement est immatriculé

Avez-vous fait l'objet personnellement d'une procédure de sauvegarde, redressement ou liquidation ou avez-vous été dirigeant d'une société ayant connu l'une de ces procédures ?  oui  non

Si oui, date d'ouverture, tribunal et s'il y a lieu, dénomination de la société :

Exposez succinctement la nature des difficultés de l'entreprise et les raisons pour lesquelles vous n'êtes pas en mesure de les surmonter

<b>ETAT DU PASSIF (dettes) de l'entreprise ou du patrimoine affecté (EIRL)<sup>3</sup></b>		
Créanciers (Nom, prénom et adresse /dénomination et siège)	Échu et exigible <sup>4</sup>	A échoir <sup>4</sup>
<i>Salariés :</i>		
<i>Établissements financiers (prêts, découverts, mobilisation de créances...) :</i>		
<i>Dettes fiscales et/ou sociales :</i>		
<i>Autres dettes (fournisseurs, crédits-bails, bailleur, divers...) :</i>		
<b>TOTAL DU PASSIF (échu et à échoir) :</b>		
<b>TOTAL GENERAL :</b>		

<sup>3</sup> L'état du passif (dettes) doit être établi à la date de la demande ou dans les sept jours qui précèdent

<sup>4</sup> Dettes exigibles = dettes arrivées à échéance et pouvant être immédiatement réclamées par le créancier  
 Dettes à échoir = dettes non encore arrivées à échéance

<b>ETAT DES ACTIFS de l'entreprise ou du patrimoine affecté (EIRL)<sup>5</sup></b>	
Description	Montant
<i>Immobiliers (murs du fonds, maison, terrain... appartenant à la personne exerçant l'activité) :</i>	
<i>Éléments corporels (matériels, mobiliers d'exploitation, véhicules, stocks...) :</i>	
<i>Éléments ou immobilisations incorporels (fonds de commerce, droit au bail, brevets, marques...) :</i>	
<i>Dû par les clients (estimation globale du compte client, net de mobilisation) (Détail à donner dans annexe 2) :</i>	
<i>Titres et participations dans d'autres personnes morales :</i>	
<i>Crédits de TVA, crédit d'impôts sur les sociétés (carry-back), dégrèvements divers... :</i>	
	<b>TOTAL GENERAL :</b>

<sup>5</sup> L'état des actifs doit être établi à la date de la demande ou dans les sept jours qui précèdent

Situation de trésorerie datant de moins d'un mois			
Banques	Disponible	Découvert	
	(seulement si solde positif)	Autorisé	Utilisé
Caisse :			Solde :

SALARIÉS	
Nom et prénom	Adresse
<i>Présents dans l'entreprise, ou en congé (maternité, parental, maladie) - ou compléter l'annexe 1</i>	
<i>Dont contrats rompus ou démissions :</i>	
<i>Instances en cours au conseil des prud'hommes :</i>	
<i>En cas d'instances aux Prud'hommes en cours, nom de l'avocat de l'employeur :</i>	
- Existe-t-il un comité d'entreprise : <input type="checkbox"/> oui <input type="checkbox"/> non - À défaut, des délégués du personnel : <input type="checkbox"/> oui <input type="checkbox"/> non	
<i>Prénom, nom et adresse des membres du comité d'entreprise ou à défaut, des délégués du personnel habilités à être entendus par le tribunal (si déjà désignés, annexer une copie du PV d'élection) – Précisez la date de fin du mandat :</i>	
L'entreprise est-elle en mesure de faire face au paiement des prochains salaires ? <input type="checkbox"/> oui <input type="checkbox"/> non	

## Cas particuliers

Personnes responsables solidairement des dettes sociales (associés de SNC, associés commandités, membres de GIE)	
Nom et prénom / dénomination	Domicile / Siège

L'entreprise exerce-t-elle une profession libérale soumise à un statut législatif ou réglementaire ou dont le titre est protégé ?     oui     non    *(Si oui, désignation de l'ordre professionnel ou de l'autorité)*

L'entreprise exploite-t-elle une ou des installations classées au sens du titre 1er du livre V du code de l'environnement ?     oui     non    *(Si oui, fournir la copie de l'autorisation ou la déclaration)*

L'entreprise exploite-t-elle un établissement de crédit, un établissement de monnaie électronique, un établissement de paiement ou est une entreprise d'investissement (R.613-14 s. du code monétaire et financier) ?     oui     non

## Affiliations

N° URSSAF :

N° affiliation Pôle emploi :

Convention collective applicable :

N°TVA intracommunautaire :

Personnes s'étant portées caution de l'entrepreneur individuel ou de la société *(dirigeants, associés, conjoint...)*

Nom des cautions	Bénéficiaire (banque)	Montant de la caution

Documents joints à la demande (article R.621-1 du code de commerce)	Oui	Non
Extrait d'immatriculation au RCS (Kbis) ou au Répertoire des Métiers de moins de 7 jours ( <i>joindre un avis INSEE pour les non-inscrits</i> )	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
État actif et passif des sûretés et engagement hors bilan de moins de 7 jours ( <i>état complet disponible au greffe, service privilèges et nantissemements ou sur www.infogreffe.fr</i> )	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Comptes annuels du dernier exercice	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Situation de trésorerie de moins de 7 jours ( <i>relevé bancaire de tous les comptes de l'entreprise et les comptes personnels des entrepreneurs individuels</i> )	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Compte de résultat prévisionnel de moins de 7 jours	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Copie de la pièce d'identité du chef d'entreprise ou du représentant légal ( <i>en cours de validité</i> )	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Dans le cas où l'un ou l'autre de ces documents ne peut être fourni ou ne peut l'être qu'incomplètement, indiquer les motifs qui empêchent cette production :		

### Je soussigné(e) demande l'ouverture d'une procédure de sauvegarde

Et

Atteste sur l'honneur l'absence de mandat ad hoc ou de procédure de conciliation relatives à l'entreprise (au patrimoine) en difficulté dans les 18 mois précédant la présente demande

En cas de désignation d'un mandataire ad hoc :

- Date de la désignation :
- Autorité qui y a procédé :
- Nom du mandataire ad hoc :

En cas d'ouverture d'une procédure de conciliation :

- Date de la désignation :
- Autorité qui y a procédé :
- Nom du conciliateur :

#### Et s'agissant de la désignation (souhaitée, possible ou obligatoire) d'un administrateur judiciaire :

N'a pas d'administrateur judiciaire à proposer au tribunal.

OU

Souhaite proposer un administrateur judiciaire à la désignation du tribunal en la personne de (*nom et adresse*) :

#### Et s'agissant de l'inventaire :

Demande la désignation par le tribunal d'une personne chargée de réaliser l'inventaire en application de l'article L.621-4 al.6 du code de commerce

OU

S'engage à réaliser l'inventaire dans les conditions<sup>6</sup> prévues à l'article L.622-6-1 du code de commerce dans le délai de .....jours.

Fait à

le

(Signature précédée de la mention « Certifié sincère et véritable »)

<sup>6</sup> Engager les opérations d'inventaire dans le délai de 8 jours suivant le jugement d'ouverture et les achever dans le délai fixé par le tribunal ; faire certifier l'inventaire établi par un commissaire aux comptes ou le faire attester par un expert-comptable.





Annexe 2 – Renseignements divers

Noms et coordonnées des partenaires de l'entreprise

Avocat(s) :

Notaire :

Expert-comptable :

Commissaire aux comptes :

Banques :

Nom de la banque	Adresse de l'agence	Nom de l'interlocuteur	Numéro de compte

Assurances :

Compagnie	Nom et adresse de l'agence	Nom de l'interlocuteur	N° et objet du contrat

Cotisations sociales du chef d'entreprise

Au regard de son statut social, le dirigeant est :  majoritaire  
 minoritaire

Nom de la caisse	Adresse	Montant des cotisations	Périodicité

Créances sur clients

Nom prénom/Dénomination	Adresse	Montant des créances	Echéance

Pour les sociétés, répartition du capital

Nom et prénom / Dénomination des associés ou actionnaires	Nb de titres ou %